

# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 14ème législature

emploi et activité
Question écrite n° 8497

#### Texte de la question

Mme Sophie Errante attire l'attention de M. le ministre du redressement productif sur le projet d'installation de l'entreprise, à capitaux espagnols, EXTOL France dans le département de la Loire-Atlantique. Ce projet est source d'inquiétude pour les entreprises du secteur de l'aluminium qui seraient en concurrence directe avec EXTOL France. Elles s'interrogent, en effet, sur d'éventuelles aides publiques qui pourraient être apportées à cette entreprise par l'État ou par la région afin de faciliter son implantation. Ces dernières entraîneraient une distorsion de concurrence qui mettrait en péril la santé des entreprises françaises du secteur qui ne peuvent bénéficier de tels avantages et qui doivent, d'ores et déjà, faire face aux conséquences de la crise. Aussi, elle souhaite savoir si des aides publiques à l'installation d'EXTOL France sont prévues et demande une information précise sur les conditions d'implantation de cette société.

### Texte de la réponse

La société Extol est une filiale du groupe espagnol Extrusiones de Toledo. Elle est spécialisée dans la production de profilés en aluminium utilisés dans la menuiserie industrielle. Le projet d'implantation de cette filiale à Carquefou, en Loire-Atlantique, prévoit l'installation d'un atelier de 6 000m² localisé sur d'anciennes friches industrielles privées et porterait sur la création d'une cinquantaine d'emplois. D'après le comité d'expansion économique de Loire-Atlantique, le projet n'est pas encore entré en phase de finalisation. Par conséquent, aucune décision de financement de la part des collectivités locales n'a été prise. Si une intervention devait être décidée, elle ne pourrait excéder un montant global maximum de 200 000 euros répartis sur trois ans, en application de la règle communautaire de minimis. Le respect de ces conditions a précisément pour objectif de donner aux collectivités territoriales un cadre à leurs initiatives économiques tout en évitant que d'éventuelles aides publiques accordées à une entreprise n'entraînent une distorsion de concurrence. Cependant, le secteur de l'aluminium extrudé est, comme l'ensemble de la filière française de l'aluminium, actuellement confronté à une situation difficile, à laquelle le Gouvernement est particulièrement attentif.

#### Données clés

**Auteur**: Mme Sophie Errante

Circonscription: Loire-Atlantique (10<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question écrite Numéro de la question : 8497

Rubrique: Entreprises

Ministère interrogé : Redressement productif Ministère attributaire : Redressement productif

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : <u>30 octobre 2012</u>, page 6076 Réponse publiée au JO le : <u>15 janvier 2013</u>, page 611